

# Le cerquele

BIMESTRIEL N°16

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 MAI 1998 - 10 F

Pourquoi tout ce bruit maintenant ? Ce qui vient de se passer ne devrait être une surprise pour personne. Ce n'est ni le « scandale » ni le « séisme » dont on nous rebat les oreilles depuis des semaines. Ce n'est qu'une date de plus, la suite logique d'une histoire prévisible que tous les acteurs majeurs, pourtant avertis, ont complaisamment servie. On peut penser, au vu des derniers épisodes, qu'ils n'ont, pas plus qu'hier, la volonté d'en dévier le cours.

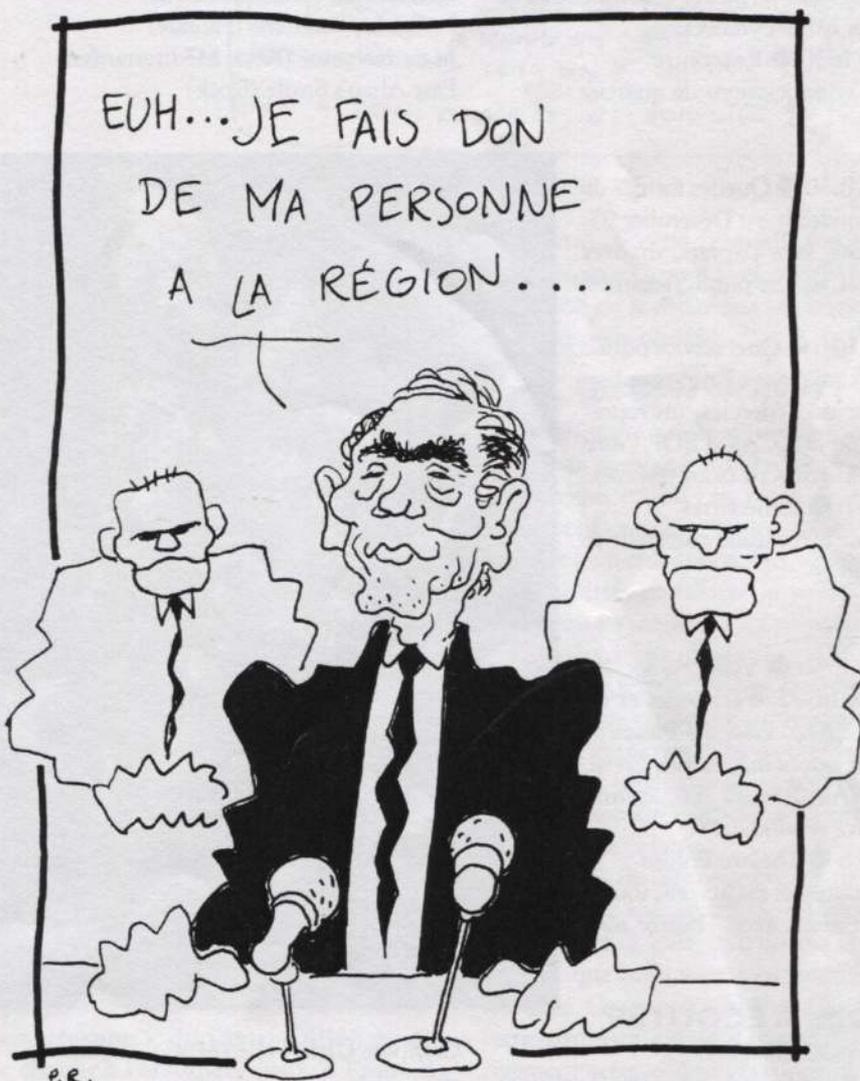
Qu'on ne s'y trompe pas. Derrière ce qui est présenté comme de sordides affaires de prébendes et de carrières se révèlent de vraies convergences politiques. Quand les médecins encouragent la propagation du virus, pourquoi s'étonner de les voir succomber à la maladie ? C'est dans les programmes du FN que la droite auto-proclamée républicaine puise sans relâche. Nationalité, immigration, droit du travail, économie, culture, dans tous ces domaines la droite et l'extrême-droite partagent plus que des valeurs communes. Le reste n'est qu'affaire d'apparences, d'hommes et de méthodes...

La riposte du monde politique est, comme à l'ordinaire, décisive et à la mesure des risques historiques. Il y aura donc « rénovation de la vie politique », mais conçue comme un verrouillage des processus électoraux, et chantages permanents exercés à l'encontre des mouvements sociaux et citoyens, accusés évidemment de faire le jeu du FN, quand c'est le mépris du citoyen et la trahison systématique de l'électorat qui nourrit le rejet de la démocratie. L'important reste de ne pas troubler la récitation du rosaire ultra-libéral. Quant au FN, qu'on lui interdise l'usage de la porte principale, l'agitation autour des portes de service lui garantit, si rien d'autre n'est fait, la jouissance prochaine des lieux.

Nous n'attendons rien de la « gauche plurielle », qui semble avoir limité le droit d'inventaire des années tontonmaniakes aux seuls écarts de conduite individuelle et renoncé définitivement à toute remise en cause des politiques, comme des pratiques civiques, des gouvernements qui, depuis quinze ans se sont succédé au pouvoir. Il faut maintenant, avec d'autres, et contre les appareils de la gauche gestionnaire, offrir aux luttes sociales et exigences citoyennes des débouchés politiques et démocratiques. Faute de quoi, le pire programmé arrivera... ■

Ravachefolle

## ENFANTS DE PÉTAIN !



**On ne fait pas ce qu'on veut et pourtant on est responsable de ce qu'on est.**

Jean-Paul SARTRE

# Rencontres pour une culture vivante et citoyenne contre l'exclusion culturelle et sociale

**Il y a un an à Toulouse, place du Capitole, d'immenses banderoles proclamaient : contre l'exclusion culturelle et sociale, être grand c'est soutenir une grande querelle (Hamlet). Les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai, cette grande querelle continue... au parc des sports du Bazacle !**

## DÉBATS

### 1<sup>er</sup> Mai

14 h-15 h 30 ● Culture et « lois » du marché avec Patrick Mignard, économiste, Serge Regourd, juriste, et Charles Gimat de Fédercies Midi-Pyrénées.

17 h-18 h 30 ● Rencontres Culture et associations de quartier

### 2 mai

11 h-12 h 30 ● Quelles formes de luttes aujourd'hui ? Décembre 95, cheminots, sans papiers, maîtres auxiliaires, service public, femmes, Chiapas

14 h-15 h 30 ● Quel service public de la culture ? Avec Bruno Soulier, président de Fédercies, un représentant de la CCAS d'EDF-GDF et du Takticollectif (sous réserve).

17 h-19 h ● Rencontres Autour de la diffusion culturelle et de l'audiovisuel.

### 3 mai

11 h-12 h 30 ● Vers une société de temps libéré, d'échanges et de cultures ? Avec François Plassard, ingénieur agronome, Patrice Creve, et le REAS (Réseau d'économie alternative et solidaire)

14 h-16 h ● Théâtre Forum Contre toutes les exclusions, toutes les oppressions avec Théâtre sans Frontière.

## À VOIR, À ÉCOUTER

- Musiques, Chansons
- Koujari Bou Mafija (guinguette de cirque)
- Articide (chant)
- Hopa (chansons françaises)
- Eduidad Bares (chant)
- Okazou (chansons d'ici)
- Cuisses de mainates (chansons)
- Jacso (chansons françaises)
- Agit (cabaret, chansons)
- Yves Russel (chansons)

- Labo IKA (Musique expérimentale)
- Guigoz Clack Pression (Musique acoustique)
- Kindia (percussion, danse)
- L'air de rien (Musique de rue)
- La Friture moderne (Fanfare)
- Marc Kahanne (Rock Méditerranéen)
- Last Alian's Smile (Rock)

- Le Roseau (Théâtre de rue)
- Gepeto (Clown)
- Pierre Nouvel (Music-Hall)
- La Lanterne Magique (Théâtre Magie)
- Les Francs Glaçons (Théâtre)
- Lazzi Théâtre (Commedia dell Arte)
- Les Karamazones (Théâtre Clown)
- Cie Poisson Volant (Théâtre)

- Les Enfants du Paradis (Jeune public)
- Grain de soleil (Jeune public)
- Nickel Chrome (Jeune public)
- L'Astrada (Jeune public)
- Théâtre sans Frontière (Théâtre Forum)
- L'Etoile Bleue (Contes)
- Ceux de Brocéliande (Contes)
- Compagnie IN/OFF
- Arts Plastiques
- expositions et performances avec Myris, Les articules, Alain Hoger, Marie Laure Garand, Michel Batlle, Hélène Gisélous, don Pablo, José Vaz, Michelle Rimont, Jean Noël Vitry et bien d'autres...



## À FAIRE

Audiovisuel - Vidéos Débats  
WEB : Créez et visitez le Site [WWW. icon. fr/nonmai](http://WWW.icon.fr/nonmai)

## À SAVOURER

Le café débats du SNAP CGT vous attend en permanence au milieu des expositions  
Buvette Restauration sur place

- Complot Ultra Frêle (Musiques improvisées)
- Mister T (Swing)
- Flash Gousse d'ail (Musique)
- L'Orchestre à Fil (Musique et Marionnettes)
- Théâtre Cirque de rue
- Genre de cirque (Théâtre Cirque de rue)
- Okupa Mobil (Cirque de rue)
- Lollilop et Cie (Rue)
- Les Frères Grumeaux (Théâtre de rue)

Entrée de soutien : 10 F par jour (et plus si affinités, merci) Téléphone pendant les 3 jours : 05 61 10 38 49  
et c'est soutenu par FÉDERCIES, CMCAS d'EDF-GDF, Théâtre de la Brique Rouge, AC !, SNAP-CGT, Fédération des Arts de la Rue, Collectif Folies Z'Animées, la FOL, Radio Libre Canal-Sud, CGT ARSEAA et le cinéma Utopia.

# Toulouse dit NON au FN

**30 000 dans la rue pour refuser la présence de Le Pen à Toulouse. Une superbe manifestation pourtant jalonnée de nombreuses zones d'ombre...**

Préparée depuis plus d'un mois par un très large appel auprès des mouvements associatifs, politiques, culturels et syndicaux (80 structures, dont l'AL ont signé le tract) cette manifestation fut massive, déterminée, colorée, pleine d'humour et de diversité dans la représentation des classes d'âges et des couches de la société. Ce record d'affluence dans une manifestation locale prouve, et il en est toujours besoin, que le FHaine ne fait pas recette à Toulouse. C'est une lueur d'espoir apte à dynamiser les énergies bien au-delà de notre région, là où le combat est bien plus difficile.

Ce succès dans le rejet de la venue de Le Pen ne doit pourtant pas faire oublier les divergences d'approche politique de cette manifestation, dès sa préparation, dans son déroulement, et dans l'analyse des violences provoquées par la police de la « gauche plurielle », aux ordres du préfet Bidou, artisan de l'expulsion de la « Ville Habitée », du matraquage d'une manif de sans-papiers, des charges de CRS lors de la manif du 16 décembre 1995 et lors de celle contre Mégret aux allées Jean-Jaurès.

## Deux approches

Dès les premières réunions préparatoires, deux approches de la manifestation s'opposaient. La première, très institutionnelle et électoraliste souhaitait une manif « propre » et qui se déroule loin du meeting du FHaine. La seconde, plus entrepreneur, regroupait des militants associatifs, des individus qui, comme nous, se reconnaissent dans une volonté de lutte antifasciste plus résolue, une interdiction du FHaine et une présence physique forte sur les lieux où il se produit. Les organisations en présence discutèrent et, se rallièrent majoritairement à la première position.

De façon significative, les services d'ordre de la gauche et de la LCR affirmeront plus encore ce souci de structurer, voire d'instrumentaliser la manifestation.

Du côté de la Préfecture, il avait été précisé aux représentants du collectif unitaire

que les leçons de la manif des allées Jean-Jaurès avaient été tirées et que les mêmes erreurs ne se reproduiraient pas... Parole a été tenue... mais pas dans le sens de l'apaisement, mais bien plutôt dans celui de la provocation policière de CRS armés jusqu'aux dents !

## et les flics chargent

En premier lieu, le dispositif mis en place ne fut pas celui qui nous avait été présenté et qui avait justifié les stratégies des SO. Ensuite, le déclenchement totalement injustifié de tirs de grenades lacrymogènes, peu de temps après l'arrivée des premières lignes, sur des manifestants sans agressivité dont certains étaient même assis devant les barrières, prouva, après une première charge, la volonté des flics de couper la manif en deux. D'un côté le Cours Dillon, de l'autre côté les allées Charles-de-Fitte, l'avenue de la République remplie jusqu'au Pont Neuf. Une autre charge venue de l'avenue de Muret, des matraquages et, jusque tard dans la soirée, un « nettoyage » du Cours Dillon et des « chasses à l'homme » jusqu'à Esquirol. Bilan : quelques blessés et 16 inculpations.

Cette « bavure collective » d'une police, placée sous la responsabilité du gouvernement, atteste probablement à la fois de l'incompétence de celui-ci à contrôler un appareil répressif largement infiltré par l'extrême-droite, et d'une volonté délibérée de freiner l'expression du mouvement social. L'histoire du fascisme s'est à chaque



fois nourri de cette contradiction et nous avons du souci à nous faire pour l'avenir... (l'attitude de la droite aux régionales n'est pas pour nous rassurer...).

## Quelles réactions ?

Les ambiguïtés des appareils politiques n'ont pas empêché, à l'inverse de ce que nous avons connu l'an passé, la réaction du collectif unitaire après les violences policières et les inculpations. Nous devons rester mobilisés et refuser la politique de l'autruche en mettant tout en œuvre pour la levée des 16 inculpations.

À moyen terme, nous ne pourrions nous passer d'une réflexion profonde sur les moyens à employer pour assurer la reconnaissance et la défense de cette forte minorité déterminée à interdire l'expression publique du FHaine.

Si la peur de l'affrontement et de la violence est un vrai problème qui nous traverse toutes et tous, ce n'est pas en niant celui-ci que nous serons en mesure de le résoudre. Ce qui est sûr, c'est que lors de cette manifestation nous avons subi collectivement cette violence étatique, de plein fouet.

Notre proposition de lettre ouverte du collectif unitaire, demandant des comptes aux partis de la gauche plurielle, serait un moyen afin que le silence institutionnel ne vienne pas, une fois encore, recouvrir les voix qui se sont élevées le 5 mars. ■

Biquet

# Paroles de chômeurs

**Marie des Neiges, 42 ans, au chômage depuis un an et demi, Stéphane, 30 ans, intermittent des Assedic depuis 5 ans, Julie, 25 ans, chômeuse depuis quelques mois, Gisèle 42 ans, précaire depuis 10 ans et chômeuse depuis 4 ans, Bob, 36 ans, au chômage depuis 4 ans, tous les cinq nouveaux adhérent (e) s de AC ! ont bien voulu répondre à mes questions.**

**Julie** : sans travail, on finit par se culpabiliser, croire que c'est de sa faute si on ne trouve pas de boulot, surtout quand ton entourage te dit : « avec tous les diplômes que tu as, comment ça se fait que tu ne trouves pas de travail ? ». Ça fait une pression. Je passais 5 à 6 h par jour dans les bibliothèques, à lire les journaux, à consulter les petites annonces, à écrire des lettres, ça me saoulait. Et tu en es marre quand les retours sont négatifs. En janvier, tous les deux jours, j'ai reçu une lettre négative... Les petites annonces ? Il y a une chance sur cent mille que ça marche. Alors, je me suis dit : pause ! Je ferai ce qui me fera plaisir, je vais m'investir ailleurs. Ce qui est sûr, c'est que je ne m'imagine pas compter le temps de chômage en années. Là, je prendrai peut-être une claque, mais je ne veux pas. C'est impératif : hors de question que je passe quatre ans sans rien faire...

Et puis, je me suis investi dans AC ! Au début, j'avais l'impression qu'à partir du moment où je franchissais la barrière, je passais plus de temps à AC ! qu'à chercher du travail. Je tombais donc dans une situation que je ne voulais pas accepter. Et puis, finalement, j'en ai marre, je lève le pied et je consacre moins de temps à la recherche d'un emploi...

**Gisèle** : l'attitude d'un chômeur, s'il bouge ou non, dépend de la longueur de son temps de chômage, de son expérience. Il y a des personnes qui arrivent au bout d'un certain parcours, qui se rendent compte qu'elles ne retrouveront pas de travail. Elles perdent espoir. Et là, soit elles laissent tout tomber, soit elles commencent à penser qu'il y a quelque chose à faire, que ce n'est pas un problème personnel, mais bien un problème collectif. C'est le sentiment que j'ai quand je vais dans les ANPE distribuer des tracts : ceux qui passent leur chemin, c'est parce qu'ils ont des rendez-vous urgents et qu'ils sont stressés ou préoccupés. Il y en a d'autres qui pensent trouver une solution individuelle donc ils refusent les actions collectives et, surtout, ils ne veulent pas se faire repérer. Ou alors, le désespoir les pousse à voter pour des extrêmes. Je pense que le Pen profite de cette situation pour récupérer des

voix. Il y a un côté exploitation de la misère humaine qui me choque.

**Bob** : j'étais dans une situation précaire, même de désespoir. M'engager dans AC ! m'a permis de reprendre confiance en moi, sans avoir d'activité salariée, de me remettre dans l'ambiance d'une équipe. J'ai retrouvé ma dignité et maintenant je suis sûr que je vais même retrouver du travail.

**M. des Neiges** : le militantisme, c'est une forme de thérapie. J'ai amené un copain à AC !, j'ai été sa bouée de secours du fait de l'investir ici. Ça lui a permis de relever la tête et il ne fait que me remercier.

**Stéphane** : ce qui est dur, c'est de s'identifier aux chômeurs, se retrouver dans une association où il n'y a que des chômeurs. Ce n'est pas possible, par exemple, pour des jeunes diplômés qui ne sont pas encore dans une très grande précarité... Par contre, quand on commence à galérer, on se sent obligé de se rapprocher. Et avec AC !, c'est peut-être plus facile, parce qu'il n'y a pas que des chômeurs.

## AC !

**M. des Neiges** : j'ai rencontré AC ! à la manifestation du 7 janvier. Le lendemain, j'étais avec le petit groupe qui est allé à la Bourse du Travail ; j'étais la seule nouvelle ; on m'a soupçonnée d'être « indic ». J'ai failli partir. Cette espèce de parano de l'indic, je crois que c'est quelque chose qu'il faut calmer.

**Stéphane** : J'ai rencontré AC ! en 97 sur la place St-Etienne lors d'une manif ; le cadre me convenait et j'ai décidé de m'investir.

**Bob** : je suis venu directement à AC ! Ce qui m'a tout de suite plu, c'est le mélange de chômeurs, salariés et retraités. On n'est donc pas étiquetés uniquement chômeurs et c'est très important pour moi.

**Julie** : J'étais à Strasbourg étudiante, et au syndicat UNEF. Je croyais qu'AC ! était un collectif d'organisations syndicales et politiques. À Toulouse, j'ai vu qu'à AC ! il y avait des gens n'appartenant à aucun syndicat ou parti. Ma première impression ? Que c'est un peu le bordel, ça part dans tous les sens. Il faut se doter de structures, sinon, ça

va plonger. C'est difficile, vue la diversité des situations ; mais en même temps, cette diversité est très enrichissante.

**Gisèle** : j'ai connu AC ! lors des manifs de 95. J'ai fait le tour des associations de chômeurs à Toulouse, aucune ne m'a plu. Maintenant je distribue des tracts de AC ! dans les ANPE. J'y constate un capital de sympathie pour AC ! ; les gens demandent qu'on les représente. J'avais peur de me faire embriquer, je n'étais pas prête à entrer dans un groupe qui avait des théories au carré.

**M. des Neiges** : j'ai trouvé que les gens de AC ! nous sautaient dessus sans être à l'écoute et je me demandais à quoi ils voulaient en venir.

**Stéphane** : on m'a expliqué ce qu'était AC ! et ses connexions avec les syndicats ou les partis ; j'étais d'accord parce que je pense qu'il faut un travail en amont, analyser les causes du chômage.

**Bob** : les gens se sentent libres à AC !

## Le langage

**M. des Neiges** : on reste encore trop sur des formes anciennes de militantisme. Trop grand décalage entre chômeurs et salariés... le dogmatisme des militants peut déconcerter les gens. Il faut utiliser des mots simples qui percutent, les tracts sont beaucoup trop longs, il ne faut pas vouloir tout dire...

**Stéphane** : en tout cas le fond doit rester toujours aussi important.

**Bob** : il faut se mettre à la portée des gens qui n'ont pas beaucoup d'instruction et qui ont du mal à comprendre certaines phrases compliquées. Ils ne sont pas plus bêtes que les autres, mais il faut employer des mots qu'ils connaissent et surtout beaucoup leur expliquer oralement.

**Julie** : peut-être ne pas changer de vocabulaire, mais passer plus de temps à expliquer.

**Bob** : dans ma première AG, j'étais un peu pommé, mais je me suis adapté assez vite. Il faut surtout écouter les nouveaux. Quand un nouveau se présente à une AG, il ne peut pas prendre la parole, alors pendant une heure ou deux il entend parler d'actions, de tracts... La première fois, les gens ne viennent pas pour ça ; alors c'est raté.

**Gisèle** : j'avais gardé un mauvais souvenir de la manif aux flambeaux ; il y avait des gens non contrôlés qui me faisaient peur. Ensuite à l'AG je ne comprenais rien, ça partait dans tous les sens, cela m'avait rebutée. Une des copines venues avec moi est repartie en pleurant tellement elle était déçue.

**M. des Neiges** : pour les nouveaux venus il faut d'abord des réunions d'informations.

**Julie** : les vieux militants ont le rôle d'intégrer les gens. Ils doivent soigner particulièrement l'accueil et l'information auprès des nouveaux ; avec un local et une permanence, ce sera plus facile. Ceux qui arrivent peuvent apporter un enrichissement si on sait les écouter mais ils ne doivent pas non plus freiner les actions en cours. C'est très difficile à gérer parce que ça se présentera toujours, il faut y réfléchir. Le danger c'est que les plus anciens restent dans leurs ornières par rapport à d'autres types d'actions dont ils n'ont pas l'habitude...

**M. des Neiges** : aux anciens d'AC ! je dirai, attention aux mots. Les nouveaux il faut savoir qu'ils arrivent avec une demande précise. Tant qu'ils ont cette demande dans la tête, ils ne seront pas à l'écoute. Donc ne pas les envoyer immédiatement à une action. C'est là qu'intervient la notion de social, mais quand j'en parle à AC !, c'est très mal reçu.

**Stéphane** : je crois que si on développe ce genre de service, il faut être extrêmement compétent, et il faudra alors trouver ces moyens et ces compétences. Aux vieux militants, je veux d'abord dire merci. Vous étiez là au début et c'est vous qui nous avez donné l'envie de participer à votre combat, vous avez une histoire, on doit s'écouter mutuellement. Il est important qu'il y ait une bonne entente entre vieux et nouveaux militants.

**M. des Neiges** : c'est normal qu'on ait distribué un tract contre Le Pen dans les ANPE mais quand on rencontre des chômeurs qui ont un vécu très douloureux, ils veulent des solutions immédiates et la lutte contre Le Pen leur paraît très superflue, avec une perte de temps et d'énergie.

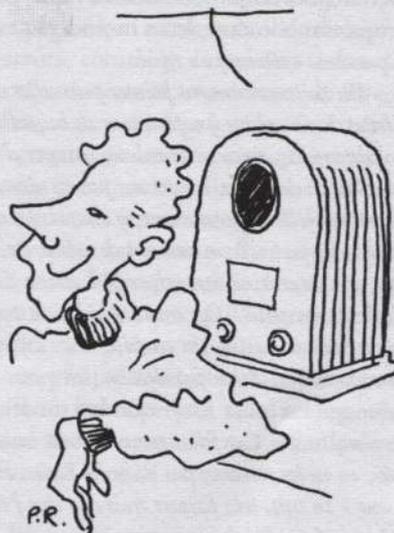
## Les revendications

**Bob** : la revendication qui me paraît la plus importante c'est l'emploi. Mais je suis aussi pour le revenu des jeunes de moins de 25 ans. Les gens actuellement qui sont au RMI et qui baissent les bras sont dans une détresse sociale très grande ; un individu sans aucune activité ne peut entrer dans une société cohérente.

**Julie** : au début, j'ai rencontré un groupe qui nous disait que l'emploi, il n'en avait

rien à f... Moi je ne suis pas pour l'assistantat. Bien sûr il y a des mesures d'urgence à prendre mais ça, c'est ponctuel. Le débat de fond, c'est l'emploi. Je ne veux pas militer pour qu'on me donne plus d'argent, car c'est vachement ambigu. Je n'ai pas fait la demande de FUS (*fond d'urgence social*), même si je n'ai pas beaucoup d'entrée d'argent, je n'avais pas envie de tomber dans une situation que je refuse, l'assistantat pour moi, ce n'est pas un objectif. Il faut plus de réflexion sur l'emploi. Ce ne sont pas les indemnités qui vont supprimer le problème de fond. Réfléchir sur la forme que doit prendre le travail pour qu'il y en ait pour tous. Travailler de moins en moins, parfait... Aujourd'hui le lien social passe à 90 % par le travail. Si on trouve des formes de liens qui passent par autre chose que le travail, très bien...

ICI L'OMBRE !  
EMPLOIS OCCUPÉS,  
LES EMPLOIS LIBÉRÉS  
VOUS PARLENT...



## Les actions

**Bob** : le type d'actions au niveau des Assedic et des ANPE, c'est normal, mais je pense qu'il y a une chose qu'il ne faut pas oublier : le CNPF fait obstacle à la réduction du temps de travail. Il refuse les 35 h prétextant que ça ne créera pas d'emplois. Eh bien, il faut passer tout de suite au niveau des 32 h. Et puis si possible, tant qu'à faire des actions, leur donner un air festif, organiser une fête sur une place pendant un week-end montrerait ainsi que les chômeurs sont capables d'avoir des réactions, des sentiments par rapport aux gens, même s'ils sont au chômage,

que s'ils ont un déficit au niveau matériel, ils n'en ont pas au niveau du cœur. Faire une fête où les gens seraient conviés, et même des retraités, car s'il y a des retraités qui ont beaucoup d'argent, il y en a d'autres qui sont dans une grande misère.

**Stéphane** : ceux qui parlent de la lutte contre les patrons ont peut-être raison, mais ça demande du travail. Il faudrait aller voir les syndiqués des entreprises pour agir avec eux.

**Gisèle** : il faudrait réfléchir aux actions que l'on fait, beaucoup ne les comprennent pas. On est parfois dans le revendicatif pur et c'est seulement compréhensible pour des gens qui ont une formation politique ou économique. Les « occupations », je reconnais qu'elles ont entraîné une reconnaissance de AC !. Les médias en ont parlé, mais je ne suis pas persuadée que ce sont des actions très efficaces. Je trouve que c'est triste, parce que ça montre qu'il y a un déficit démocratique dans ce pays. S'il faut descendre dans la rue et faire du « ramdam » pour être entendus !

**Stéphane** : au niveau des mouvements de masse dans la rue, je crois que c'est fini. Ça n'existera plus, parce que l'individualisme a pris le dessus. Ce qu'il faut faire, c'est aller emmerder les élus : députés, conseillers généraux, ça ne pourra fonctionner que de cette manière. Ou il faudrait inventer des partis politiques qui rompent avec le système économique mondial, les réformater complètement.

**Gisèle** : pour en revenir aux formes d'actions, j'aimerais qu'on organise des concerts de chômeurs sur la place du Capitole. On chanterait des chants révolutionnaires, ou des chants que l'on composerait pour parler de telle ou telle situation. Personnellement, ça me plairait plus que d'occuper des Assedic ou des ANPE. Il y a peut-être un effort de créativité à faire pour transmettre un message de façon moins rébarbatif. Le côté revendicatif « pur et dur » ça coupe de la masse des gens. Il faudrait aussi organiser des cercles de réflexion, tout en faisant des actions.

**M. des Neiges** : par exemple au Havre, ils ont fabriqué des marionnettes et ils les ont fait parler, c'est beaucoup plus neutre. Ça a créé une animation et le dialogue s'est instauré... Il faut prendre le temps de réfléchir sur les nouvelles formes d'actions. ■

Interview réalisé par Gaby

# La flexibilité, on connaît depuis longtemps



**H. travaille dans un hypermarché de la région toulousaine. Elle y est entrée comme caissière en 1975. Depuis 22 ans, elle a vu les conditions de travail se dégrader considérablement.**

Témoignage d'une caissière d'un hypermarché de la région toulousaine.

« La flexibilité, il y a longtemps qu'on connaît. On fait des journées de 9 h à 22 h avec trois heures de coupures, des petits contrats de 20 h sont passés avec des filles qu'on peut ensuite appeler n'importe quand... Pas question pour elles de s'organiser, elles sont corvéables, on peut les faire travailler toute la semaine, 3 h. pour l'ouverture, 3 h. pour la fermeture le lendemain ». En aucun cas il s'agit de « temps partiel choisi ».

Déjà en 1975, quand H. est entrée dans cette grande surface, l'employeur ne proposait que des contrats à temps partiel. Ces anciens salariés bénéficient « d'avantages acquis », des horaires fixes notamment. « L'employeur explique aux nouvelles venues que tant que nous ne voudrions pas renoncer à ces avantages, elles n'auront pas de contrats ». C'est une technique de division du personnel efficace.

De plus en plus l'employeur peut tout se permettre parce que la riposte du personnel n'a quasiment plus lieu. « Avant, on avait droit à un samedi de repos toutes les trois semaines, maintenant ce sera toutes les six semaines. Depuis les années 90, il n'y a quasiment plus de combat syndical sur les conditions de travail. Depuis trois ans, des jeunes cadres dynamiques, dont on a bourré le crâne « à l'américaine » ont fait leur apparition ». La productivité des employé(e)s est surveillée, leur temps chronométré, leurs moindres gestes et paroles « déviants » épiés.

« On doit maintenant pointer pour aller aux toilettes. La machine à café autour de laquelle on fumait une cigarette a été enlevée, assorti d'une interdiction de fumer. Là encore, pas de réaction. On est surveillé en permanence, y compris les unes par les autres. Si, à un moment de calme, tu discutes avec ta voisine, on te change de caisse. C'est l'école maternelle ! On minute aussi le temps qu'on met à passer un caddie. Les salariés s'accommodent d'une fatalité ». La peur du chômage est plus forte que les moments de révolte : « Ces filles nouvellement embauchées, on ne les retrouve pas dans les luttes. Elles disent « tu sais, cela faisait trois ans que j'étais au chômage... ».

## « Je ne veux pas être mal vue »

Quand les ripostes ne sont plus collectives, les « actes de résistance » proviennent alors d'individus isolés, qui dans ce système sont vite atomisés, exclus. « Pour moi, c'est une bagarre continue pour résister à ces ordres absurdes, à ce minutage des temps de pause. Mais je perds le moral, essentiellement parce que je ne me sens pas soutenue par les collègues. (...) Ils ont ouvert le magasin le dimanche avant Noël. Par la loi, les salarié(e)s ne sont pas obligé(e)s de travailler le dimanche, l'employeur fait donc appel au volontariat. On a été une peti-

te quinzaine à refuser d'y aller. Toutes les autres ont dit « Je ne veux pas être mal vue » ou alors « J'ai besoin d'argent ». L'idée ne leur vient pas que si elles ont besoin d'argent c'est qu'elles sont mal payées et qu'elles pourraient collectivement revendiquer des hausses de salaires, des conditions de travail plus humaines ».

## Le tennis-elbow de la caissière

Les gestes répétitifs aux caisses entraînent des maladies professionnelles reconnues par la Sécurité Sociale : il s'agit de traumatismes au poignet, au coude ou à l'épaule. Chez H, c'est le coude qui est atteint, une épicondylite, le tennis-elbow de la caissière. « Au lieu d'exiger de l'employeur qu'il me change de poste, la Sécurité Sociale me reproche de n'avoir rien fait pour changer de situation ! À part démissionner, je ne vois pas ce que je peux faire ».

L'employeur préfère embaucher de la main-d'œuvre « fraîche ». Il table sur l'écœurement de ses salarié(e)s pour précipiter leur départ plutôt que de garder des vieux, des revendicatifs, des éclopés. L'usure des individus est importante, « beaucoup prennent des cachets, se mettent en maladie, craquent ».

À côté de cela, le paternalisme (arbre de Noël, lotos,...) et l'intéressement aux profits de l'entreprise font passer l'amère pilule : « Quand la bourse de Tokyo a baissé, les salariés disaient « tu te rends compte, on a perdu 50 000 Francs ! ». « De vrais capitalistes » ■

Interview réalisé par Hélène

Cet article est paru dans *Enjeux* 31 de mars/avril 98, *Journal d'opinions et d'initiatives citoyennes*, édité par la fédération des œuvres laïques de la Haute-Garonne.

## L'exploitation à Carrefour : un livre sur l'aliénation des cadres dans les grandes surfaces

Grégoire Philonenko a été chef de rayon à Carrefour, au magasin de Montreuil. Embauché en 1991, il est licencié deux ans après. Dans son livre, il raconte le cauchemar qu'ont été ces deux années d'aliénation. Il s'est plié à toutes les exigences de sa hiérarchie jusqu'à l'abrutissement, jusqu'à être lui-même producteur de son esclavage.

C'est vrai que quand on a travaillé à Carrefour comme employé, la façon dont fonctionnent les cadres (horaires, conditions de travail, salaires...) apparaît comme une folie. Ces jeunes hommes, car il y a peu de femmes, qui acceptent le sacrifice de leur vie de famille, de l'autonomie de leurs pensées pour se fondre dans « une pyramide hiérarchique » basée sur des rapports de domination, nous paraissent étranges. Nous nous disons « il doit y avoir un moule à la direction nationale, ils sont tous pareils » y compris physiquement : cheveux courts, pas de barbe, chemises blanches, cravates et badges.

Très vite, l'ancien collègue qui acceptait ce « challenge » en devenant stagiaire, devenait comme eux, pressé, fourbu, lâche devant son chef et méprisant vis-à-vis des salariés, refusant toute discussion un peu libre. Il rentrait dans la secte.



Au carrefour de l'exploitation de Grégoire Philonenko et Véronique Guienne éd. Desclée de Brouwer, 1997, 96 F.

Le moteur de cette fabrication d'aliénés : la « participation par objectifs », véritable système d'auto-exploitation, qui demande à chaque cadre de signer sa prévision de chiffre d'affaires pour l'année et engage en même temps sa démission au cas où il ne pourrait pas le réaliser. À partir de là, c'est du 5 h du matin à 9 h du soir, 6 jours sur sept et sans débander. Qu'on ne s'étonne plus qu'il y ait parmi eux autant de dégâts psychologiques, d'effondrements et de départs, de citrons pressés jusqu'à la peau...

Voilà pourquoi le livre de Philonenko, véritable témoignage, vu de l'intérieur, est un livre éclairant. C'est pourquoi Carrefour s'interdit de le vendre, lui qui vend n'importe quoi.

On y apprend comment Carrefour peut vendre à perte sans perdre du fric en pressurant de façon totalement illégale les fournisseurs, comment la gestion de stocks à flux tendu associé au paiement en 90 jours fin de mois peut faire gagner énormément de pognon à l'entreprise tout en étant moins cher que le petit commerçant.

Son licenciement sera pour Philonenko le réveil brutal d'un cauchemar d'auto-flagellation. Mais que serait devenu ce jeune homme, s'il avait réussi à grimper dans la pyramide ? L'épisode où il raconte comment son prédécesseur se fait jeter alors qu'il ne bronche pas, en dit long sur le degré de reniement auquel il faut parvenir pour être chef à Carrefour !

En deuxième partie du livre, Véronique Guienne, sociologue et psychologue, analyse ce témoignage en le rapportant notamment au livre de Robert Linhart, « établi » maoïste aux usines Citroën dans les années 70 (*L'établi*, éd. de Minuit). Elle pointe les similitudes de l'exploitation du monde ouvrier et l'exploitation actuelle dans les grandes surfaces. Elle met également en lumière ce qui a changé : les cadres d'aujourd'hui ont des conditions de travail similaires à ceux des ouvriers des années 70. « Carrefour n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, même s'il est sans doute l'un des plus efficaces. Ses excellents résultats boursiers le montrent tous les jours ». ■

Amapola et Caillou

### Dans la série l'argent roi :

**6 666 F** : « offre spéciale pendant le mois des affaires. Servante sri-lankaise pour 1 111 dollars ». C'est ce qui était écrit sur une banderole à Beyrouth au mois de février. Ainsi ce sont plus de 70 000 domestiques, déclare le quotidien Asharq-al-Awsat, vendus à des employeurs qui les traitent en quasi esclaves. *Courrier international* du 12 au 16 mars 1998.

**130 millions** : c'est le nombre d'enfants qui travaillent dans le monde. Les filles sont les moins scolarisées et trinquent le plus. Il y a de 20 à 30 millions d'enfants qui sont vendus comme esclaves. En Europe, l'Espagne et l'Italie utilisent des enfants de moins de 15 ans directement dans la production. La France et l'Angleterre ne sont pas en reste. Pourtant les Etats-Unis, la Somalie et les îles Cook, n'ont pas encore trouvé le bon stylo pour ratifier la convention des droits des enfants.

**39,9 milliards de dollars** : c'est le marché mondial de la vente de matériel militaire. Une « petite » augmentation de 8 % en 1996, qui n'a pas pu égaler les 13 % de 1995. Les importations d'armes les plus importantes ont été réalisées par les pays d'Asie. Les dragons ont-ils l'intention de souffler sur les braises ?

**3 lettres, AMI** : comme le dit « Charlie » du 18 mars les 100 plus grosses multinationales ont diminué de 4 % leur personnel. Dans les deux années à venir, Général Motors, - 42 000 personnes en moins, Honda - 40 000, Kodak - 19 900, Electrolux - 12 000, ABB - 10 000, Ericsson - 10 000. Elles n'ont pas fini de sabrer le champagne. Merci M. Strauss-Kahn de nous avoir tenus à l'écart de cette sauterie.

**1 PC ça va, 2 PC bonjour les dégâts** : grande bagarre au sein du PC de Marseille au sujet des cantonales. « Que je te déchire une carte, que je me retire... » Résultat des courses : commentaire d'un vieux militant, « Ici, la ligne Hue a été balayée par la mouvance anarcho-syndicaliste, une spécialité locale que Thorez dans les années 30, était déjà venu dénoncer à Marseille ». Après un congrès de Tours qui verrait la réunification du PS/PC à l'envers verra-t-on le retour d'une CGT-SR ? *Le Canard Enchaîné*.

**4 367 exécutions en Chine** : c'est le chiffre avancé par Amnesty International pour la seule année de 1996. Que poussent 4 367 fleurs ! ■

Bibas

# LA VIE S'ÉCOULE,



La première barricade du 24 mai 1968. Tandis que les leaders parlementent, l'arrière-garde s'organise.

# LA VIE S'ENFUIT



La vie s'écoule, la vie s'enfuit  
Les jours défilent au pas de l'ennui  
Parti des rouges, parti des gris  
Nos révolutions sont trahies.

Le travail tue, le travail paie  
Le temps s'achète au supermarché  
Le temps payé ne revient plus  
La jeunesse meurt de temps perdu.

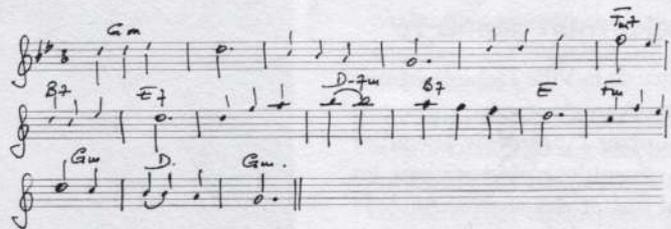
Les yeux faits pour l'amour d'aimer  
Sont le reflet d'un monde d'objet  
Sans rêve et sans réalité  
Aux images nous sommes condamnés.

Les fusillés, les affamés  
Viennent vers nous du fond du passé,  
Rien n'a changé mais tout commence  
et va mûrir dans la violence.

Brûlez, repaires de curés  
Nids de marchands, de policiers,  
Au vent qui sème la tempête  
Se récoltent les jours de fête.

Les fusils sur nous dirigés  
Contre les chefs vont se retourner,  
Plus de dirigeants plus d'état  
Pour profiter de nos combats.

*Chanson composée par les ouvriers grévistes de Rageb, Belgique, en 1961.*



**La bataille n'est pas commencée. Ils s'embrassent sous le drapeau noir.**



# Un local pour nos colères !

**La stupéfiante aventure de quelques militants qui y croyaient encore !**

À en juger par les derniers événements électoraux qui font éclater au grand jour les alliances ignobles entre la droite et l'extrême-droite, les militants d'AC !, du DAL et de RLF ont bien fait de négocier l'obtention d'un grand, grand local : parce que la colère, à notre avis, n'est pas prête de leur passer !

## Un projet mûri depuis 96

L'expérience de la Ville Habitée est restée dans la mémoire de certains militants. Elle a su montrer l'intérêt de travailler ensemble en cassant les représentations, les logiques des uns et des autres. AC !, le DAL et RLF ont voulu reprendre et poursuivre cette analyse par la mise en route d'un projet de création d'un lieu de contre-offensive sociale, lieu d'échange et de lutte où le culturel, l'associatif et le politique se mêlent et s'enrichissent, unissent leurs forces pour lutter contre toutes les formes d'exclusion. Ils définissent ce lieu comme : ouvert au public à partir d'initiatives communes ou propres à chaque association membre du collectif, et ouvert à son utilisation par d'autres associations ou organisations dont les objets ou les initiatives convergent avec le projet commun aux associations membres du collectif gérant le lieu.

Il s'agit donc clairement de « fédérer autour d'un projet radical dans l'esprit, les potentialités militantes de Toulouse ». Entendez par là toutes les forces radicalement antifascistes, antiracistes, anti-exclusion de tout bord. Par les temps qui courent, il est important de se compter et de se compter nombreux.

Le contexte politique et social, qui accélère le processus de précarité et d'exclusion dans des pays qui continuent à s'enrichir, et donc la montée des idées du FN, ne fait que renforcer l'urgence d'un tel projet.

## Un projet dont la réalisation traîne en longueur

De réunions en assemblées générales, de documents de travail en charte de fonc-



tionnement, rien de concret ne se dessine fin 97. Manque de colère au ventre, ou trouille de passer à l'action ? Prise de conscience de l'ambition du projet, de sa dimension utopique, ou peur de l'énergie que cela va demander ? Un ras-le-bol s'empare du groupe : ou on fonce ou on arrête. C'est la première solution qu'ont choisie les gens impliqués dans le projet. Mémorable appel à la réunion du 1<sup>er</sup> décembre au Bijou, pour mobiliser les énergies sur la « Villa Mon Plaisir », qui provoqua l'hilarité des uns et la colique des autres mais ne laissa personne indifférent, et qui disait en clair : « Parce que nous voulons sortir des microcosmes, des logiques et des représentations qui nous aliènent, pour aller vers d'autres galaxies rencontrer l'étranger cet autre nous-mêmes... tu viens Albert ? »

Ah ! l'engagement ! Vieille référence aux discussions à n'en plus finir qui déchirèrent le ciel Sartrien et tous les intellos de l'époque, et qui acheva de convaincre les plus engagés dans le projet qu'il fallait passer à l'action dans la joie et la bonne humeur !

## Historique d'une négociation !

Les militants de la Villa Mon Plaisir n'en étaient pas à leur première occupation de locaux, pour signifier aux pouvoirs publics leur mécontentement et leur colè-

re. Nuits blanches sur fond de CRS en service, nuits écourtées dans le petit matin blafard par des costauds plutôt antipathiques... En s'installant dans l'ancienne ANPE de l'avenue de l'URSS, le jeudi 22 janvier, ils étaient loin de penser qu'ils pourraient y faire la grasse matinée. Le mouvement des chômeurs qui prenait de l'ampleur, la portée symbolique du lieu occupé ont-ils obligé ces messieurs de la préfecture à retenir leurs troupes ? Toujours est-il que même si les CRS ne sont pas allés jusqu'à leur porter le p'tit dej'au lit, ils n'ont pas pointé le bout de leurs bottes !

Cependant, le directeur de l'ANPE n'entendait pas de son oreille de salarié que son local, de lieu de carence de l'emploi désaffecté qu'il était, devienne lieu de contre-offensive sociale affecté par l'ampleur des dégâts ! Devant le refus total de négocier du fonctionnaire de l'état on aurait pu s'attendre au pire. Ô stupéfaction ! Un coup de fil à la mairie et monsieur Hersant, dès le 23 janvier, donne son accord pour une convention de location du même type que celles passées avec les UD syndicales.

La très rapide réponse positive de la mairie, suivie de près par celle du Conseil Régional, a rempli d'étonnement les acteurs du projet. La mauvaise volonté avec laquelle le Conseil Général a donné son

accord n'a par contre surpris personne ! Oui, oui, ils se sont fait tirer l'oreille, il a même fallu les menacer d'une missive à La Dépêche à l'approche des élections (hum... Ça, M. Izard, il adore)... pour qu'ils finissent par répondre présent. Là, vous serez d'accord avec moi, on ne sait plus s'il faut éprouver de la colère ou du dégoût !

Bref, les négociations avec tout ce joli monde se sont faites sans problèmes majeurs, - vous voyez comme on est poli - puisque l'état des lieux s'est fait le 31 mars. Il ne reste plus m'a-t-on dit que l'accord des domaines pour obtenir la clé aujourd'hui.

## Le CASC : Centre Autogéré Social et Culturel

La réussite du projet, la facilité avec laquelle la convention de location a été obtenue interroge tout un chacun sur les stratégies de la mairie. Elle oblige à rester vigilant pour éviter les pièges possibles de la récupération, (entendez prostitution) du fonctionnariat (entendez ronronnement) et de l'institutionnalisation (entendez ordre moral). C'est vrai quoi, qu'est-ce qu'elle a derrière la tête, la mairie ? Elle aime bien savoir où ils sont, peut-être, tous ces contre offensifs ? Attention, vous êtes repérés ! C'est vrai quoi, ça faisait désordre tous ces gens sans domicile fixe, maintenant, on va savoir où ils nichent ! Et puis, ils sont radicalement anti FN. Ce n'est pas pour leur déplaire, à la mairie, parce que ces types du FN les emmerdent, autant qu'il y ait quelqu'un qui s'occupe d'eux, nous pendant ce temps se disent-ils, on reste en place et on continue notre politique antisociale.

Vous avez compris, les acteurs du projet local, (dites : le CASC, c'est le nom de l'association qui s'en occupe) n'ont pas l'intention de lui faire le moindre cadeau, à la mairie, ni aux autres d'ailleurs. C'est pourquoi, pour garantir leur indépendance, ils lancent une souscription, le pari étant de trouver 200 souscripteurs mensualisés à 50 F par mois. Cette souscription permettra de financer la gestion du lieu, des outils militants en commun, et de mettre en place des initiatives d'envergure. C'est là que tous les sympathisants des luttes antifascistes, antiracistes, pour une société sans précarité d'emploi, sans chômage, pour le maintien des droits sociaux et l'accès au culturel pour chacun et la création de nouveaux droits... (ouf ! je suis sûre que j'en oublie) peuvent apporter leur contribution à ce projet ambitieux !

Un projet ambitieux, certes, mais s'il n'en avait pas été ainsi, les militants d'AC ! du DAL et de RLF auraient-ils réussi ?

Quelle que soit la stratégie de M. le Maire, ce qui leur revient de la réussite de l'entreprise, c'est d'avoir osé être ambitieux. C'est le punch de la lettre de la Villa Mon Plaisir qui a choqué, mais aussi stimulé, injecté du rêve dans leurs cerveaux désenchantés et du désir dans leurs carcasses blâsées.

Souvenez-vous de ce que disait Sénèque : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles

que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas que les choses sont difficiles ».

À bon souscripteur, salut. ■

Valmat

Souscription : chèque ou virement automatique à l'ordre du CASC  
Compte CCP N° 0612139K037  
Envoyer à AVENIR  
BP 504, 31011 TOULOUSE cedex 6

## QUI SOMMES-NOUS ?



Alternative libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans État et sans classes basées sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe. Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleur(se)s, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux. Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et antiautoritaire de masse, une refondation du socialisme à

l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires :

- l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire « lutte de classe » ;
- l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.

### La presse :

Alternative Libertaire est l'héritier d'une presse communiste libertaire française, qui des années cinquante à nos jours, a pris position, a soutenu des luttes, des expériences et essaye de faire entendre une autre voix. C'est un journal qui dénonce mais aussi qui tente de reconstruire d'autres horizons, d'autres utopies au travers de débats, de partage d'expériences, de coups de gueule. C'est un point de vue que nous publions, celui des acteurs du quotidien, celui que nous défendons, l'expression d'un courant politique.

Lecteurs, lectrices du Coquelicot, vous pouvez vous abonner à Alternative Libertaire : BP 177, 75967 Paris cedex 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement simple 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Vous pourrez aussi le trouver en dépôt à la librairie Ombres Blanches. Au sommaire du n° 63 d'avril : la loi contre les exclusions, luttes contre le chômage en Europe, le maïs fou, les sans-papiers, les élections cantonales et régionales, la Kanaky, Castoriadis. ■

## Un apéro débat pour la rupture !

L'Alternative Libertaire de Toulouse et le Coquelicot, inquiets, et on le serait à moins, par les tractations entre la droite et le FN après les cantonales, se sont payés une réunion de « bilan et perspectives » en public. Dommage que cela se soit fait dans une salle (à la FOL) plutôt destinée à des conférences qu'à un échange entre militants mais l'affluence (une quarantaine) et la diversité du public montrait bien l'envie que nous avons toutes et tous d'échanger et de construire un avenir plus encourageant que celui qui se dessine aujourd'hui. Il y a eu bien sûr l'inévitable débat sur les élections, sur la vraie nature de la gauche, sur la spécificité libertaire et l'articulation entre l'organisation politique, syndicale et le mouvement social. L'ensemble des interventions, sans aucune unanimité de façade, montrait l'urgence qu'il y a à aider à la fédération de ce dernier. Dont acte. Le Coquelicot et L'AL prévoient pour la fin mai une rencontre sur ce thème spécifique. Nous contacter pour savoir où et quand...

# LA CNT, revendicative ou révolutionnaire ?

*Quatrième et dernière partie. Participer au gouvernement de Largo Caballero et avant, à celui de la Generalitat, n'est pas la conséquence logique de la volonté de partager le pouvoir réel avec ces forces.*



La participation gouvernementale signifiait transférer aux organismes constitutionnels du gouvernement une partie du pouvoir de la rue, du front, des campagnes et des usines où il se trouvait alors, fondamentalement, en renforçant lesdits organismes, et en affaiblissant en même temps le pouvoir des organes spontanés que s'était donnée la révolution provoquée par le coup d'État fasciste. Le gouvernement appela les hommes de la CNT *in articulo mortis* et avec beaucoup de réticences. Le gouvernement ne se faisait pas obéir, et pas seulement des anarchistes. Que cela eût des conséquences négatives sur le cours de la guerre ne méritait même pas d'être discuté. Que la défaite du gouvernement entraînant automatiquement la défaite des forces anarcho-syndicalistes peut paraître un argument de poids ; mais elle signifiait aussi la défaite de chacune des forces regroupées dans le Front Populaire.

Le problème étant ainsi envisagé, on voit que la CNT occupait une position de force dans le négociation, puisqu'il s'agissait bien de négocier. De négocier avec des ennemis

potentiels, avec des amis de circonstances. Et cela fut mal fait. On laissa un pouvoir fictif, le pouvoir constitutionnel, primer sur le pouvoir réel, celui de la rue, du front, des campagnes, des usines. On surestima, à l'excès, les moyens de pressions qui restaient au gouvernement (de fait, il lui en restait) et on sous-estima les moyens dont on disposait, qui étaient nombreux et efficaces. La clé du problème se trouve peut-être dans le fait qu'on ait cru à la victoire républicaine, et que cette croyance ait été amplement partagée et diffusée, au lieu de prendre conscience du caractère inéluctable de la défaite dès la fin du premier acte, qui fit apparaître clairement que pour les gouvernements du Front Populaire, la lutte contre les insurgés était inséparable de la lutte contre la révolution. La participation au gouvernement fut la première défaite de la CNT ; elle perdait ainsi la plus grande partie de la capacité de manœuvre politique qu'elle conservait après son échec à faire accepter le schéma, qu'on a exposé précédemment, par les forces prétendument démocratiques et socialistes.

## Quatre ministères pour la CNT

Le prix qu'elle reçut en contrepartie de sa participation fut dérisoire. Avec quatre ministères, la CNT recevait en réalité un seul portefeuille ; celui qui donnait accès au conseil supérieur de la guerre. Le quatrième fut créé *ex-professo* (santé).

Le second et le troisième étaient le résultat de la division d'un seul ministère pré-existant (industrie et commerce). Ces derniers avaient été importants si on avait accepté globalement les postulats économiques de la CNT, ce qui n'était pas le cas. Il n'y a rien qui permette de considérer que le gouvernement de Largo Caballero était une assemblée de membres égaux. Même si cela avait été le cas, la CNT était à quatre contre quatorze. Le gouvernement de Giral avait été une tentative tardive pour sauver les institutions, c'est-à-dire pour s'opposer à ce qui se passait dans la rue. Celui de Largo Caballero fut une tentative mieux vertébrée, mais également condamnée à l'échec, pour faire face au même problème, autrement dit à la CNT, aux pas qu'on avait fait dans le sens du socialisme. Il n'y a qu'ainsi qu'on peut s'expliquer l'appel à la participation libertaire. Tout bien considéré, on peut dire que la CNT ne reçut rien en échange, rien qu'elle n'eût déjà ; ni plus d'armes, ni plus de commandements militaires, ni plus de crédits. Les armes, les commandements, les crédits étaient nécessaires aux forces confédérales, aux collectivités confédérales ; mais ils n'auraient pas diminué plus en cas de non-participation au gouvernement, parce que celui-ci devait faire en sorte que la CNT et ses organisations militaires ou économiques ne manquent pas de ces moyens au-delà de certaines limites. Cependant, sa participation permit la création d'instruments qui allaient servir à arracher les conquêtes de ses masses, même pendant qu'elle fut au gouvernement.

La participation ôta à la CNT la possibilité de contrecarrer le processus contre-révolutionnaire, qui débouchait sur l'échec militaire, mis en marche par les gouvernements du Front Populaire. Même dans un tel contexte l'appui au gouvernement de



## Et alors, j'ai voulu...

*« Ils nous ont mis au monde en s'envoyant en l'air et nous sommes incapables de voler »*

(Werner Sohab)

*J'ai vu un môme de treize ans, grimpé aux sommets de l'Ariège, m'expliquer et sa vie et ses potes, la cabane déglinguée aussitôt requinquée, des projets en commun plein les sourires, un gros soleil comme un espoir sucré dans le regard qui soupire.*

*J'ai entendu ce copain transformé en ami, m'expliquer avec la seule force de sa conviction que, même isolé, même perdant, il ne céderait ni à son patron ni à la soumission.*

*J'ai écouté un vieux résistant fissuré de tristesse, crier sa révolte à la rue enfin silencieuse, son dégoût de fascisme faisant hésiter un instant la vague des casqués qui voulaient effacer jusqu'au temps.*

*J'ai senti ta main doucement sur ma nuque fragile quand je pleurais ma souffrance de môme qui découvrait à trente ans la jalousie et la solitude d'aimer.*

*J'ai reconnu cette femme, de dix ans mon aînée, et sa voix assurée nous avouer simplement qu'on ne posséderait jamais personne mais que l'on pouvait tenter, et tenter d'appartenir à soi-même.*

*Je me suis souvenu de cette autre, traquée là, essoufflée et au bout du chemin, une balle venant se noyer dans son cœur chagrin, encore et toujours expliquer que se résigner c'était chaque jour un peu plus se tuer.*

*J'ai savouré les palabres de cet Africain aux idées colorées m'invitant à comprendre que je n'étais pas coupable de ces terres saignées, défigurées que les blancs avaient daigné lui laisser et que l'humanité pouvait aussi se trouver dans un thé partagé.*

*J'ai aimé ta distance polie par le temps et la pluie dans tes yeux quand tu voulais m'aimer sur la pointe des pieds pour ne pas déranger cette autre que toi qui venait m'approcher.*

*Et toutes ces nuits adolescentes et grisonnantes chauffées à la bougie où...*

*J'ai caressé tes écrits, tes poèmes, tes envies, ton désir si fort et si fou quand peu de mots et d'encre unis, on puisse faire avancer le monde dans le sens qu'on donne à sa vie.*

*J'ai apprécié toutes ces poignées de mains quand les poings sont levés, cette armée de copains pas en rang, pas serrés, te filer une place, la place où tu es, ni toujours ni jamais.*

*J'ai goûté aux veloutés de tendresses quand ils slinguent la déresse, ce clin d'œil à l'ennui, à la rouille des fusils.*

*Je me suis reconnu dans ce comédien sans nom, ni dieu, ni vedette qui s'accroche aux planches des saluts quand il joue pour la rue, son amante si nue.*

*Et alors, j'ai voulu que de l'ombre de ces paroles enfouies naisse un bel amour, un ventre arrondi, la rencontre de deux yeux noirs coquins, un désir de demain, ce levain réuni qui prolonge la vie...*

Patrick

Largo Caballero était requis par des nécessités militaires inévitables. Mais appui ne signifiait pas participation. L'appui confédéral à Largo Caballero devait avoir pour contrepartie la garantie, exigée en permanence, de l'intégrité des bases du pouvoir confédéral, la garantie qu'on obtiendrait le même traitement que les forces du Front populaire pour ce qui est de la puissance militaire et de l'effort économique : équité dans l'attribution des armes et des crédits.

### L'appui confédéral au Front populaire

L'appui confédéral à un gouvernement de Front populaire strictement représentatif de la force aux Cortès de chacun de ses composantes - ce qui était conséquent avec la constitution de la république bourgeoise, alors que la présence de ministres anarchistes, sans députés, ne l'était pas - aurait donné les mêmes résultats pour ce qui concerne le cours de la guerre. Mais il aurait défavorisé, tant au gouvernement central qu'à celui de la « Generalitat », le rival le plus dangereux - le PCE -. Finalement, cet appui sans participation aurait rompu l'union de tous contre les conquêtes des travailleurs.

Il est inutile de s'arrêter sur les modalités qu'aurait pu adopter un processus nécessairement complexe et fluctuant. Il existe un modèle extrême d'un processus de ce genre : les relations entre le pouvoir de Mao Tsé-Toung et le pouvoir de Tchang Kai-Chek tout au long de la guerre nationale contre le Japon jusqu'à la victoire des forces dirigées par le premier. Personne ne peut reprocher à Mao d'avoir été un isolationniste ou un absentéiste.

La participation aux organismes gouvernementaux affaiblit les organisations libertaires extérieurement. Il est encore plus grave qu'elle les ait affaiblies intérieurement, en réactivant les vieilles querelles, dans un contexte qui favorisait les fractions les plus irréductibles de chacune de deux tendances. ■

Felipe Orero

# Lazare ressuscité

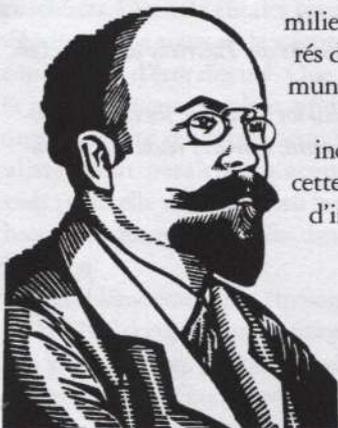
**Il y a cent ans, Zola lançait son fameux « j'accuse ». Toute la presse « des droits de l'homme » célèbre aujourd'hui l'événement. En dehors de l'hommage justifié qui lui est rendu, pour son courage, nous y retrouvons la conception social-démocrate de la démocratie où l'acte héroïque est sorti de son contexte.**

On oublie souvent de dire que dans la France de cette fin de siècle, l'antisémitisme est intimement lié à l'anarchisme. Si la répression de la Commune de Paris reste dans les mémoires, le facteur peur s'estompe au fil des ans. Nous sommes dans une phase ascendante des luttes sociales. L'exploitation capitaliste est de plus en plus mal supportée par les ouvriers. Grèves et affrontements se succèdent. La lutte de classe bat son plein et l'expression radicale de la classe ouvrière se retrouve portée par les idéaux libertaires. L'anarcho syndicalisme commence à se développer. La CGT tient son premier congrès en 1895. L'anticléricalisme est un thème porteur pour le mouvement libertaire. Les anarchos terroristes s'attaquent à l'appareil d'état et aux bourgeois. Ces derniers répondent par une répression féroce. La troupe est envoyée pour rétablir l'ordre dans les usines, le parlement vote les lois scélérates qui criminalisent les anarchistes, et bien sûr, les castes au pouvoir (bourgeoisie, armée, clergé) cherchent un faux-fuyant à désigner à la vindicte populaire. Le bouc émissaire est alors tout trouvé : le Juif...

À l'antijudaïsme religieux (le juif déicide puisque assassin de Jésus) va se mêler l'image du riche bourgeois banquier et exploiteur capitaliste. De plus le juif est sans scrupule et cosmopolite (sans patrie), il est donc prêt à trahir la France et son armée. Ainsi se développe l'antisémitisme moderne. Ce thème est porteur dans certains milieux populaires même à gauche.

Dreyfus devient le coupable idéal.

D'ailleurs les milieux modérés de la communauté juive se sont inquiétés de cette situation d'instabilité.



Souvent avec peu de finesse ils développent des parallèles douteux entre antisémitisme et anarchisme.

## Bernard Lazare... ... juif et anarchiste

Pourtant c'est un juif, anarchiste, qui fut le premier défenseur de Dreyfus : Bernard Lazare. Né à Nîmes, il part faire ses études à Paris puis devient journaliste littéraire. Il fréquente le milieu intellectuel parisien mais aussi les anarchistes. Tout en restant indépendant, il revendique son idéologie. Il collabore aux revues libertaires comme *Les temps nouveaux*, participe à des conférences et fréquente Élisée Reclus en contribuant à la fondation d'un groupe d'études anarchistes à Bruxelles. Il n'hésita pas à témoigner en faveur de Jean Grave lors de son procès en 1893 et pris nettement parti pour les libertaires inculpés lors du procès dit *Des Trente*. Bernard Lazare a un deuxième cheval de bataille qui lui tient à cœur : lutter contre l'antisémitisme. Il ira jusqu'à se battre en duel avec le leader antisémite Drumont. Fort de cette renommée, la famille Dreyfus va prendre contact avec lui, rapidement après le procès du capitaine. Bernard Lazare va être convaincu de l'innocence de celui-ci. Il va donc entamer un travail de fourmi en tapant infatigablement à toutes les portes du mouvement progressiste (intellectuels, socialistes, anarchistes). Les débuts ont été très difficiles et l'on ne peut pas dire que les anarchistes furent au départ plus enthousiastes que les autres. Si nous pouvons comprendre leur indifférence de part leur idéologie antimilitariste et antiétatique, il est plus difficile d'admettre que certains journaux libertaires (pas tous) aient pu traiter Dreyfus de youtre ou de youpin bourgeois. Bernard Lazare va donc partir en franc-tireur en écrivant un pamphlet dès 1896 (2 ans avant Zola).

## Le mouvement libertaire et l'Affaire

Ses amitiés auprès d'un certain nombre d'animateurs du mouvement libertaire vont lui permettre petit à petit de convaincre



ceux-ci de l'injustice qui a été commise. Le *J'accuse* de Zola finira de convaincre les milieux libertaires de s'engager dans la bataille. Le premier fut Sébastien Faure. Il eut un rôle moteur et déterminant en faisant paraître un quotidien, *Le journal du peuple* jusqu'à la révision du procès. La plupart des autres lui emboîtèrent le pas même si les motivations ne furent pas homogènes. Les uns le firent pour combattre l'injustice, d'autres avaient pris conscience que l'antisémitisme était lié aux forces réactionnaires. Les plus tactiques y voyaient le moyen de casser l'unité de l'armée ou de faire parler de l'horreur des bagnes où croupissaient certains militants. Quelques-uns restèrent dans la neutralité mais ils furent très minoritaires. Sur le terrain, les libertaires furent d'ardents propagandistes et n'hésitèrent pas en compagnie de socialistes à descendre sur un meeting antidreyfusard à Paris le 17 janvier 1897, pour y porter une contradiction musclée. Dans le milieu des immigrés juifs d'Europe orientale, le seul meeting tenu pendant cette période le fut à l'instigation des libertaires. Henri Dhorr, militant anarchiste juif, y fut l'un des principaux orateurs.

## Où sont passés les libertaires ?

Lors de l'évocation de l'affaire Dreyfus, nous pouvons donc nous étonner de la disparition dans le vocabulaire journalistique actuel des termes « anarchisme » ou « libertaire », de ne voir citer que rarement Bernard Lazare. Quant à Sébastien Faure et ses amis, nous nous demandons même s'ils ont existé. Pourtant si Émile Zola a été le révélateur de l'affaire Dreyfus, Bernard Lazare en fut le précurseur et le mouvement libertaire l'un des principaux supports... Décidément, la presse des droits de l'homme a le souvenir sélectif... ■

David Froutkind

Livres de référence : « *Les juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus* » de Marrus aux éditions complexe et « *L'histoire du mouvement anarchiste en France* » de Maitron.

En avant  
toutes !



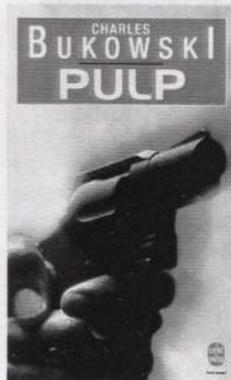
Deux mille personnes : des femmes pour la plupart. Venues massivement de la France métropolitaine, des Antilles et de plusieurs pays européens, elles ont dressé le bilan de la condition actuelle des femmes et adopté une

plate-forme commune de revendications. Telle a été, les 15 et 16 mars 1997, la richesse des Assises nationales pour les droits des femmes, telle a été leur réussite. Ces journées, tenues à la Plaine Saint-Denis, aux portes de Paris, ont offert une tribune à l'expression libre des femmes. En même temps, elles dressaient l'inventaire des forces mobilisables pour faire aboutir leur détermination à être reconnues comme des personnes et des citoyennes à part entière. *En avant toutes !* porte à la connaissance de toutes et de tous les actes des Assises qui font date dans la lutte des femmes pour le respect de tous leurs droits...

Éditeur : *Le Temps des Cerises*.

### Bukowski met son « *Pulp* » en poche

Des monstres aux allures de femmes de magazines, une grande faucheuse muée en ange gardien attentive à la chute probable de l'auteur des contes de la folie ordinaire, un souffle de vie qui s'amenuise au fil des pages et surtout un regard objectif sur sa condition, tout cela dans l'ultime roman du vieux Buk paru en 94 et réédité en poche fin 97. Roman lancé dans les pattes de ce



qui reste de libres penseurs comme un rictus à la pauvreté des avenirs, le vieux Buk sème le trouble pour encore longtemps, dérange, écorne les pensées aseptisées du plus grand nombre et donne un dernier coup de botte dans le monde de la littérature. Il a quitté le bitume en levant un de ses innombrables verres aux sorts des vivants en rotant aux nez des étriés des synapses et se foutant royalement des bien-pensants. Trimbalant son individualisme de bars en bars, bousculant les idées reçues comme les personnes, il n'a passé sa vie qu'à empêcher un bon nombre de tourner en rond. Il a bu un dernier verre en 94 sans trinquer avec qui-conque en nous laissant devant la noirceur de ses pages mais toujours libre d'en écrire d'autres. ■

R. Vaporetto

### Entre gazon et bitume

Lize, reste encore un peu, laisse-moi te donner encore quelques rires, laisse-moi plonger dans tes cheveux, te caresser la nuque et t'embrasser quand la fatigue t'assomme.

J'avais beau penser très fort mes paroles, rien ne sortait. Elle s'était transformée en brise-glace et ma banquise se fendillait. Je crois bien que ce soir-là, j'ai perdu ma colonie de bipèdes. Il en a fallu de peu pour que je ne reparte comme un manchot, les bras collés le long du corps et plonger dans l'eau glacée de la mer du Nord.

- Essaie encore un peu, reste, il y a des gens qui attendent énormément de toi.

- Qui, toi, par exemple ? Je crois pas tu vois.

Là, elle me coupait le souffle pour un bon bout de temps. Elle ressemblait à ces champs recouverts par les herbes folles qui se couchent au moindre souffle du vent chaud venant du Sud et je ne pouvais m'imaginer qu'elle serait loin dans quelques mois, quelques jours, quelques heures peut-être. Elle pliait sous la fatigue, le manque d'amour et la connerie d'individus dans mon genre, ceux là mêmes qui sont persuadés que l'horizon commence au niveau de leur nombril et s'étend à la limite de leur presbytie. Ses yeux avaient séché et son visage marquait l'ennui. Elle n'avait qu'une hâte, rentrer au creux de cette fête, replonger au milieu de ces gens qu'elle ne connaissait pas vraiment. Une manière de se rassurer, de coller un masque sur une réalité qu'elle ne supportait plus. Elle m'a regardé avec tendresse sans que je ne puisse y déceler la moindre marque d'avenir et, dans un demi-tour s'est plongée au creux des discussions qui allaient bon train depuis quelques heures. Je suis resté comme un coucou suisse sans ses deux balanciers de pommes de pin. Sentir le poids des heures qui allaient suivre commençait à me grignoter le cœur et il était hors de question de laisser les rires aux seuls invités présents. J'ai rattrapé Lize en un quart de seconde et l'entraînais au milieu des couples de danseurs. L'avoir encore quelques instants tout contre moi devenait vital.

Certains instants méritent un minimum de précipitation.

Lize m'a regardé, surprise et agacée à la fois, sans qu'elle ne me repousse. Nous avons dansé ainsi sans échanger ni paroles, ni rancœurs. Notre histoire allait prendre de la distance et rien ni personne n'y ferait quoi que ce soit, un simple écart à la norme, une juste pause entre deux êtres. Se connaître comme nous nous connaissions avait l'avantage du silence qui résume tant de sentiments à la con que bien d'autres se croient obliger de combler par des mots que, ni les uns ni les autres n'écoutent.

Savoir ce que les yeux portent comme espoirs, comme phrases codées où l'on peut y lire qu'on se choisit encore, c'était notre privilège. Un private joke qu'aucun ne pouvait percer.

- Fabien, je t'aime bien, tu sais.

- J'adore qu'on me dise qu'on m'aime bien, ça me rassure.

- Ne crois pas que j'en ai après toi, non, c'est l'espace qui me manque aujourd'hui, l'horizon qui se rétrécit quand j'ouvre ma fenêtre. Je suis sûre que tu comprends.

J'avais pas le choix côté ajustement des neurones pour faire en sorte que ses paroles ne me fassent pas glisser sur le carrelage. J'ai du répondre un truc bidon tout en pensant que nous avions dérogé à notre règle interne côté silence. Si ce n'était pas un signe, je ne comprenais plus grand chose à Lize.

Elle a virevolté encore quelques mesures en ma compagnie et s'est faufilée sans que je ne m'en rende compte entre les invités.

À fond de cale, la vie s'écrit à fond de cale même si le cœur est lourd. Je lui écrirai des cartes postales emplies de vagues, empreintes de l'air de la mer et les navires pourront bien s'éloigner du port, jamais je ne pourrais penser correctement sans son image. Son horizon peut bien être loin, couvert par ces jours qui défilent, que je ne sais si son regard s'éloignera pour autant. J'aurais tant voulu qu'elle vienne avec moi laisser ses écumes de désillusions pour un équilibre de tendresse mais il était tard et la salle de bains regorgeait encore de rires. ■

R. Vaporetto

## ON A REÇU :

**À CONTRE COURANT** : n° 91. Chômeurs, salariés, même combat ! Pub intox et réflexion. 1 rue Hugo F-52100 Bettancourt-la-Ferrée.

**LE COMBAT SYNDICALISTE** : n° 187. La Comatec, après 45 jours de grève. Répression à la poste, les sanctions préventives. 33, rue des Vignoles 75020 Paris.

**ALTERNATIVE LIBERTAIRE** : Mensuel d'Alternative Libertaire BP 177 75967 Paris Cedex 20. n° 62. Pour le mouvement social offensif et anticapitaliste.

**LE PÈRE PEINARD** : journal de la CNT 66 BP 256 66002 Perpignan Cédex. La vie Auchan. Chiapas : l'État assassin. Dossier chômage dans le 66.

**SORTIR DU NUCLÉAIRE** : n° 9. Rue Dumenge F-69004 Lyon. Dossier : La France nucléaire.

**CETTE SEMAINE** : n° 72. Le drame du chômage, c'est qu'il n'est pas généralisé ! Mumia Abu Jamal, le déni de justice. BP 275 54005 Nancy.

**LA RIPOSTE** : n° 13. Le groin de l'ordre moral. Cannabis : Galland s'explique. Mégapole 43, rue du Caire 75002 Paris.

**ÉCHANGES ET MOUVEMENT** : BP 241 75866 Paris Cedex 18 internet (<http://www.altern.org/luttes>). Agence de presse sur les luttes ouvrières dans le monde.

**LA VACHE FOLLE** : n° 17. Interview de Serge Halimi. Dossier : Les chômeurs sont priés de s'essuyer les pieds. 37, rue Julien-Lacroix 75020 Paris.

**LE GRUMEAU ALTERNATIF** : des infos en pagaille, qui paraissent tous les trimestres contribuant à la réalisation d'une planète conviviale. Ça démarre dans l'Aude et s'étend où vous le voudrez.

Contact : Michel Daube 11220 Talairan.

**ALTERNATIVE LIBERTAIRE** : (Belge) n° 204. La renaissance de la CNT. Mai 68-98. L'expérience anti-patriarcale. B.P. 103, 1050 Ixelles | Belgique.

## LES MEUFS EN PARLENT



### LA VILLE BOUGE

*Pour une culture vivante* . . . . . p 2

### LA VILLE A BOUGÉ

*Toulouse dit NON au FN* . . . . . p 3

### ENTRETIEN

*Paroles de chômeurs* . . . . . p 4 et 5

### LES CADRES DE LA MISÈRE

*La flexibilité* . . . . . p 6

### LA MISÈRE DES CADRES

*L'exploitation à Carrefour* . . . . . p 7

### LA CENTRALE

*Mai 68 - Paris Match - N°998* . . p 8 et 9

### CRÉCHAILLEURS

*Un local pour nos colères* . . . . . p 10 et 11

### ESPAGNE 36

*La CNT* . . . . . p 12

### FAIRE-PART

*Et alors j'ai voulu* . . . . . p 13

### T'AS L'BONJOUR D'ALFRED

*Lazare ressuscité* . . . . . p 14

### ON BOUQUINE

*En avant toutes et Bukowski « Pulp »* . p 15

### LIBER...TERRE

*Entre Gazon et Bitume (suite et fin)* . . p 15

## POTS DE VIN ET COPINAGE

Daniel Guérin nous quittait le 14 avril 88. Pendant 60 ans, il avait mis toute son énergie à combattre l'oppression. Les oppressions ! Sexuelles, politiques, culturelles et économiques... De la lutte contre le colonialisme et le militarisme français au combat pour la libération sexuelle, il incarnait un engagement total pour un idéal d'émancipation libertaire et pour la construction d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation, de l'autoritarisme et de l'aliénation. Alternative Libertaire lui rend hommage en éditant un numéro spécial sorti le 14 avril. 48 pages d'articles et d'illustrations pour évoquer la diversité des révoltes, des combats et des engagements qu'il a menés.

On peut se procurer cet hors-série à la librairie *Ombres Blanches* et auprès des militant(e)s de l'AL pour 20 F, ou pour 25 F en adressant un chèque à l'ordre de **Agora 2000** BP 177, 75 967 Paris Cedex 20.

*le coquelicot*

Directeur de publication : Patrick Leclerc  
Equipe de rédaction : Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.  
Prix du numéro : 10 F  
Abonnement : 5 numéros : 50 F  
Abonnement de soutien : 100 F  
Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4  
Fax : 05 61 25 73 71  
Commission paritaire : 760/95  
Imprimerie spéciale Le Coquelicot

Qui est mis à contribution pour ce numéro :  
F. Otero, Patrick, Ravachefolle, Valmat, Vaporetto, dessins de P. Rouault et de J.M.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 50 F

- soutien : 100 F

*le coquelicot*

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4  
Fax : 05 61 25 73 71

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....